La RDC Ã©pinglÃ©e avec un taux de desserte infÃ©rieure Ã la moyenne africaine

Dossier de
 la rÃ©daction de H2o
December 2013

Les reprÃ©sentants de plusieurs ONG basÃ©es Ã l'intÃ©rieur du pays, et Ã Kinshasa, spÃ©cialisÃ©es dans le secteur de l'eau et assainissement, mi-novembre aux travaux de l'Ã©tude sur les mini-rÃ©seaux d'eau de la RÃ©publique DÃ©mocratique du Congo avec plusieurs partenaires techniques et financiers dont la Banque mondiale, le GRET, WSP et la CoopÃ©ration britannique. Cette Ã©tude vise Ã dresser une cartographie permettant la localisation des ONG opÃ©rationnelles dans les provinces, les sites des points d'eau, riviÃ¨res, sources souterraines, les lieux d'implantation des bornes-fontaines, le volume de la production d'eau potable, le nombre des populations desservies, les principaux problÃ¨mes enregistrÃ©s par ces mini-rÃ©seaux, aussi bien dans leur gestion quotidienne, leur maintenance. La Commission nationale de l'eau et assainissement qui joue le rÃ´le de conseiller technique du gouvernement congolais, a Ã©clairÃ©Â les participants sur les nombreux dÃ©fis Ã surmonter.

Le reprÃ©sentant de la Banque mondiale, M. Dossou a soulignÃ© l'importance de cette Ã©tude au moment oÃ¹ le monde entier s'achemine vers le bilan de la dÃ©cennie de l'eau potable arrÃªtÃ©e en 2015. Il dÃ©plore nÃ©anmoins que l'objectif de doubler le taux de desserte en eau potable pour des populations par rapport aux donnÃ©es de base de 2000 demeure encore lointain pour beaucoup de pays, parmi lesquels la RDC. Le taux de desserte estimÃ© Ã 26 % laisse le pays bien en-deÃ§Ã de la moyenne africaine qui est de 60 %. Selon l'expert de la Banque mondiale, les estimations en termes d'investissements et d'augmentation du taux de couverture, telles que reprises dans l'Ã©tat de lieux du secteur de l'eau et assainissement en RDC publiÃ© en 2010, montrent qu'en prenant comme base l'hypothÃ¨se du meilleur scÃ©nario (baptisÃ© "maximum possible"), le relÃ¨vement du taux global d'accÃ¨s de 26 % en 2010 pourrait atteindre 39 % en 2015, ce qui reprÃ©senterait une augmentation de 39 % Ã 50 % pour l'approvisionnement urbain, et de 20 Ã 30 % pour l'approvisionnement rural. Ce rÃ©sultat qui permettrait de desservir 12 millions de personnes additionnelles, soit en moyenne 2,4 millions par an sur la pÃ©riode, nÃ©cessiterait des efforts constants d'investissements et de rÃ©alisations, soit 120 Ã 140 millions de dollars EU par an pour l'approvisionnement urbain et 60 Ã 80 millions de dollars pour l'approvisionnement rural.

Au cours de la rencontre, les participants ont suivi les exposÃ©s sur les expÃ©riences menÃ©es en RDC, au SÃ©nÃ©gal, Ã Madagascar ainsi qu'au Cambodge.

JRT, Le Phare (Kinshasa) - AllAfrica 19-11-2013